MEDIAPART

MOYEN-ORIENT ENQUÊTE

Sabra et Chatila : histoire d'un massacre anticipé par Israël

Il y a quarante ans, le 16 septembre 1982, commençait dans les camps de réfugiés palestiniens du Liban une orgie de viols et d'assassinats qui allait se poursuivre pendant trois jours. Cinq mois plus tard, une commission d'enquête gouvernementale concluait qu'aucun Israélien ne pouvait être tenu pour responsable des massacres. Un universitaire a découvert à Jérusalem, dans les archives officielles, une tout autre vérité…

René Backmann

16 septembre 2022 à 09h07

Quarante ans exactement après le massacre de Sabra et Chatila, à Beyrouth, où des milliers de civils palestiniens ont été assassinés entre le 16 et le 18 septembre 1982, des éléments inédits viennent éclairer d'une lumière nouvelle les circonstances de ce carnage. Ils sont accablants pour les dirigeants israéliens de l'époque.

Jusqu'à présent, ceux-ci pouvaient être accusés, au mieux, d'une criminelle et cynique passivité devant la boucherie perpétrée sous leurs yeux par leurs alliés libanais. Au pire, de complicité dans ce crime. Les chefs de l'armée et les dirigeants politiques d'Israël lors de la guerre du Liban peuvent désormais être tenus pour instigateurs ou co-instigateurs de ce crime. Du carnage par procuration, on est passé au massacre prémédité.

Et l'accusation est d'autant plus irréfutable qu'elle provient de leurs propres archives dont certains dossiers, liés à la guerre du Liban, ont été déclassifiés après des décennies de secret. C'est un chercheur américain, Seth Anziska, spécialiste des relations entre juifs et musulmans à l'University College de Londres, qui a fait cette découverte explosive. Il y consacre une vingtaine de pages dans le livre qu'il a publié en 2018 aux États-Unis. Et une partie importante du fonds tiré de l'oubli est aujourd'hui accessible aux chercheurs grâce au lien publié par la *New York Review of Books* du 17 septembre 2018, en complément d'un long article de l'universitaire.

On peut se demander d'ailleurs pourquoi ces révélations, authentifiées par de nombreux experts, américains et israéliens, n'ont pas – encore – provoqué la réouverture du dossier et du débat sur ces trois journées de tuerie dont l'horreur est inoubliable pour ceux, dont le signataire de ces lignes, qui découvrirent la scène de crime quelques heures après le départ des tueurs.

En septembre 2012, déjà, sur la base de documents consultés dans les archives diplomatiques américaines et israéliennes, alors rendues accessibles, Seth Anziska avait publié dans le *New York Times* des révélations sur Sabra et Chatila plus que gênantes pour les diplomaties des deux pays. Sans provoquer d'émoi spectaculaire. Elles confirmaient pourtant que l'attitude et le rôle de certains responsables américains et israéliens avant, pendant et après le massacre, étaient clairement critiquables. Et condamnables.

Parmi les documents « déclassifiés », on pouvait ainsi trouver une note du sous-secrétaire d'État américain du moment, Lawrence Eagleburger, frappée de la mention « secret » et indiquant que les dirigeants israéliens avaient « *délibérément trompé* » leurs alliés de Washington en investissant militairement Beyrouth-Ouest, le 15 septembre 1982 – c'est-à-dire la veille du déclenchement du massacre dans les camps de réfugiés palestiniens –, contrairement aux engagements qu'ils avaient pris.

Ariel Sharon lors de son témoignage devant la commission d'enquête gouvernementale, sous l'égide du président de la Cour suprême israélienne, sur le massacre de Sabra et Chatila, le 25 octobre 1982 à Jérusalem. © Photo Nackstrand / Sipa

On y découvrait aussi les « minutes » effarantes d'une réunion du 17 septembre suivant entre responsables israéliens et américains, alors que les tueries se poursuivaient à Beyrouth.

Ce document, très détaillé, révélait que le ministre de la défense israélien Ariel Sharon avait menti à ses protecteurs américains comme à ses protégés libanais en leur affirmant que des « *terroristes* » palestiniens se cachaient encore parmi les réfugiés. Ce qui, faute de mieux, fournissait une explication ou un prétexte au massacre en cours.

On y découvrait enfin, dans les comptes-rendus, également secrets, des rencontres entre diplomates israéliens et américains, que Morris Draper, l'émissaire spécial du président Ronald Reagan au Moyen-Orient, avait manqué du courage et du sens moral le plus élémentaire en acceptant silencieusement le viol de leurs engagements par ses interlocuteurs israéliens. Des années plus tard, le diplomate américain jugera d'ailleurs que ce massacre, qu'il aurait pu et dû empêcher, avait été « *obscène* ».

« *Après ces premières découvertes, je continuais mes recherches dans les archives nationales israéliennes à Jérusalem pour le livre que je préparais sur la diplomatie américaine de Camp David à Oslo lorsque je suis tombé sur un fonds qui venait de bénéficier de la "règle des trente ans" selon laquelle, trois décennies après les faits, les documents qui les concernent sont accessibles*, raconte Seth Anziska. *Il s'agissait des annexes secrètes du rapport de la commission*

Kahane. Ce qu'elles contenaient était énorme, stupéfiant. »

> Une stratégie qui repose sur un projet d'élimination pure et simple des Palestiniens.

Créée par le gouvernement israélien le 28 septembre 1982 et présidée par Yitzhak Kahane, président de la Cour suprême, cette commission avait en principe pour but d'évaluer la responsabilité des dirigeants israéliens dans les crimes commis à Sabra et Chatila.

Son rapport final, d'une centaine de pages, remis début février 1983, après quatre mois d'enquête, concluait que la responsabilité directe des massacres était imputable aux phalangistes libanais. Israël, notaient cependant les auteurs du document, pouvait avoir une responsabilité indirecte dans les crimes puisque son armée encerclait les camps où ils avaient été perpétrés. Rien de réellement surprenant donc. Rien de politiquement gênant non plus.

Mais les annexes secrètes étaient d'une tout autre nature. Elles rassemblaient les dépositions, déclarations, témoignages des quelque 160 personnes – dirigeants politiques, hauts fonctionnaires, militaires, diplomates, agents secrets – interrogées confidentiellement par les trois membres de la commission : deux magistrats et un général, assistés d'une équipe de juristes et d'enquêteurs.

À quoi s'ajoutaient des comptes-rendus de réunions politiques, diplomatiques, minutes du conseil des ministres ou du cabinet de sécurité, transcriptions d'entretiens confidentiels divers, de rencontres avec des responsables libanais, notes et synthèses des services secrets, plans et ordres militaires, fournis par les témoins ou obtenus par les investigateurs auprès des administrations.

En tout, plus de 400 pages livrant une multitude d'informations nouvelles et inscrivant Sabra et Chatila dans un contexte politique et historique totalement différent de celui décrit par l'historiographie officielle israélienne. L'une des révélations majeures de ces documents, selon Seth Anziska, est l'ancienneté, donc la vraie nature des liens entre Israéliens et phalangistes libanais.

Car selon le chercheur, l'analyse des documents secrets réunis par la commission Kahane montre que le massacre de Sabra et Chatila, loin d'être une réaction de vengeance sauvage mais quasi spontanée des miliciens phalangistes, relève au contraire d'une stratégie, largement inspirée par Ariel Sharon, qui repose sur un projet d'élimination pure et simple des Palestiniens, globalement désignés comme *« terroristes »* par le ministre de la défense.

Projet dans lequel le rôle des phalangistes était prévu dès le départ. Une note de synthèse des enquêteurs de la commission, alimentée par des documents du Mossad, du ministère des affaires étrangères et du ministère de la défense, révèle que les contacts entre le gouvernement israélien et le mouvement politico-militaire maronite sont effectivement très antérieurs à la guerre de 1982. Ils remontent même au début des années 1970.

> Les dirigeants du Likoud et les responsables phalangistes partagent la même détestation des Palestiniens.

Mais les premières rencontres secrètes entre émissaires israéliens et libanais ont lieu au début de 1975, lorsque sont organisées les premières livraisons d'armes aux Forces libanaises, la milice armée des phalangistes, et les premières

sessions de formation et d'entraînement des miliciens chrétiens libanais par les militaires israéliens.

Politiquement et idéologiquement, les archives le confirment, les dirigeants du Likoud, au pouvoir en Israël, et les responsables phalangistes se rejoignent sur de nombreux points. Ils partagent la même détestation des Palestiniens, la même conception nationaliste et communautaire du pouvoir et la même vision stratégique d'un Moyen-Orient débarrassé du projet national palestinien.

Cette proximité débouche, en janvier 1982, sur la conclusion d'une alliance politique et stratégique entre le gouvernement israélien et le mouvement phalangiste en marche vers la conquête du pouvoir dans un pays en proie à la guerre civile depuis 1975. Les stratèges israéliens jugent manifestement leurs alliés assez fiables pour prévoir leur participation à la guerre qu'ils sont en train de planifier. Et leur assigner leur rôle.

Tel-Aviv, le 25 septembre 1982. La manifestation « La paix maintenant » contre les massacres de réfugiés palestiniens dans les camps de Sabra et Chatila au Liban. © Photo Havakuk Levison / UPI / AFP

Car – autre révélation des archives –, l'opération « Paix pour la Galilée » de juin 1982, qui a conduit l'armée israélienne jusqu'à Beyrouth, et fut longtemps présentée comme une réponse à la tentative d'assassinat de l'ambassadeur israélien à Londres et une riposte aux tirs de roquettes depuis le Liban sur le nord d'Israël, était en fait en préparation depuis 1978. Elle avait pour but la destruction de la direction politico-militaire de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), installée au Liban depuis son expulsion d'Amman par l'armée jordanienne lors du « septembre noir » de 1970.

Les stratèges israéliens, Sharon en tête, estimaient alors qu'une défaite politique et militaire de l'OLP réduirait à néant les aspirations nationales des Palestiniens et la revendication d'un État de Palestine dans les territoires occupés qu'ils entendaient continuer à coloniser. Et elle ouvrirait la voie à une vision du Moyen-Orient que le

ministre de la défense et ses partisans caressaient depuis longtemps : au nord d'Israël, un Liban dominé par les chrétiens maronites, débarrassé de ses Palestiniens, combattants et réfugiés, et à l'est, une Jordanie rassemblant, sous la férule de la monarchie hachémite, les Palestiniens expulsés des pays voisins, y compris de Cisjordanie et de la bande de Gaza.

Le 6 juin 1982, les chars israéliens entrent au Liban. L'objectif déclaré est de repousser les lance-roquettes des *« terroristes »* hors de portée d'Israël et de chasser l'armée syrienne du pays du Cèdre où elle est présente depuis 1976. Neuf jours plus tard, le 15 juin, un document des archives le confirme, le gouvernement israélien autorise, à l'unanimité, l'état-major à *« activer les phalangistes dans les opérations contre les terroristes à Beyrouth »*.

« En fait, insiste Seth Anziska, *dès le déclenchement de l'invasion, le sort des Palestiniens de Beyrouth – celui des combattants comme celui des réfugiés – est scellé. Les phalangistes ne cachent pas qu'ils entendent s'en débarrasser par la violence ou la peur de la violence. »*

Selon le témoignage d'un officier des renseignements militaires cité par Seth Anziska *« les phalangistes proclament que Sabra deviendra un zoo et Chatila un parking »*. Un rapport communiqué à Itzhak Shamir et Ariel Sharon le 23 juin, deux semaines après le déclenchement de l'invasion, informe les deux ministres que le directeur du Mossad, Nahum Admoni, et d'autres responsables ont eu une longue réunion avec le jeune chef des phalangistes, Bachir Gemayel, fils du fondateur du parti, et qu'il a été longuement question du destin des Palestiniens de Beyrouth. *« Il nous faudra plusieurs Deir Yassine »*, a conclu Gemayel.

Le chef phalangiste sait que le massacre d'avril 1948 par l'Irgoun des habitants de ce village proche de Jérusalem avait aussi été un avertissement lancé à tous les Palestiniens : *« Fuyez ou vous serez massacrés. »* Ce qui permettait de mettre sur le compte de la panique des villageois et non de la violence des mouvements armés juifs le vide qui se créait devant eux. Le nettoyage ethnique par la terreur.

« Bachir avait une façon de s'exprimer très spontanée, a confié Admoni à la commission Kahane. *Il était obsédé par la question de l'équilibre démographique. Mais quand il parlait d'équilibre démographique, c'était toujours en termes de tuerie et d'éliminatio*n. *»*

Soif de vengeance

Au cours d'une réunion secrète qui s'est tenue le 23 juillet dans le ranch de Sharon, dans le Néguev, dont Seth Anziska a retrouvé le compte-rendu, le ministre de la défense rappelle à ses hôtes libanais, dont Bachir Gemayel, qu'il leur reviendra de *« régler la question des Palestiniens de Beyrouth »*. *« Je m'occupe de tout et je vous en parlerai bientôt »*, répond le chef phalangiste. *« Je comprends que vous devez préparer un plan et que vous avez besoin d'un peu de temps »*, conclut le chef des renseignements militaires israélien, Yeoshua Saguy.

Après plusieurs semaines de siège de la capitale libanaise où vivent des milliers de civils palestiniens, réfugiés ou non, et près de 15 000 combattants de l'OLP, une trêve, négociée par le diplomate américain Philip Habib, est conclue le 12 août 1982. Elle prévoit l'évacuation des combattants palestiniens, le retrait de l'armée israélienne et le déploiement d'une force franco-italo-américaine pour protéger les civils palestiniens.

Commencée le 21 août, l'évacuation des combattants par bateau à destination de diverses capitales arabes s'achève début septembre. Yasser Arafat et son état-major s'embarquent pour Tunis à bord du navire grec *Atlantis*.

Sharon pourrait pavoiser. Il fulmine. À la Knesset, devant ses collègues du gouvernement, ses généraux, ses

interlocuteurs libanais, il affirme qu'il reste à Beyrouth 2 000 terroristes. D'où vient cette information ? Mystère.

« Elle n'apparaît ni dans les documents du Mossad, ni dans ceux des renseignements militaires, ni dans les témoignages collectés par la commission, constate Seth Anziska. *Mais elle circule largement parmi les dirigeants phalangistes et les miliciens des Forces libanaises. Comme une menace. »*

Ce sera l'un des détonateurs du massacre. Entre-temps, le 23 août, dans un Liban occupé par l'armée israélienne, Bachir Gemayel, artisan majeur de l'alliance israélo-libanaise, est élu président par l'Assemblée nationale. Trois semaines plus tard, le 14 septembre, il est assassiné dans l'attentat qui détruit la majeure partie de son QG. Ce sera un autre détonateur. Les Palestiniens n'y sont pour rien : la bombe a été posée par un Libanais pro-syrien.

Mais comment détourner une soif de vengeance que des années de combats politiques et de guerre civile ont dirigée contre eux ? Et que des dirigeants endossent en adoptant la stratégie rhétorique des responsables israéliens qui consiste à brouiller en permanence la distinction entre civils palestiniens et combattants de l'OLP ?

Le 15 septembre, lendemain de l'attentat, l'armée israélienne investit Beyrouth-Ouest, reniant donc sans vergogne la parole donnée à l'émissaire américain. *« Pour éviter le chaos »*, expliquent les dirigeants israéliens aux représentants du Département d'État. Les chefs des Forces libanaises et de l'armée du Liban-Sud, également armée et équipée par Israël, rassemblent des centaines de miliciens près de l'aéroport de Beyrouth. Des rapports, communiqués au premier ministre israélien par le chef d'état-major et le ministre de la défense, indiquent que *« les phalangistes ont été activés »*.

À Jérusalem, devant ses collègues du gouvernement, Ariel Sharon fait un exposé de la situation à Beyrouth dont le compte-rendu figure dans les archives *: « L'assassinat de Bachir*, explique-t-il, *a créé un vide politique. Le danger serait qu'il soit comblé par des forces hostiles. Nous avons des informations selon lesquelles un noyau terroriste bien armé existerait toujours. Si une opération n'est pas déclenchée, notre objectif qui était d'établir une ville ouverte et sûre ne sera pas atteint. Souvenons-nous que Bachir voulait entrer à Beyrouth-Ouest, capturer les terroristes et contrôler ainsi les deux parties de la ville. Les résultats parleront par eux-mêmes, prenons le temps de détruire les terroristes. »*

Composé du ministre de la défense, du chef d'état-major, du chef des renseignements militaires, du commandant de la zone nord, des représentants du Mossad et du Shin Bet, le « forum opérationnel », qui pilote la guerre, a été informé que l'opération de nettoyage des camps *« pourrait provoquer des dégâts parmi les civils »*, mais juge cette probabilité *« faible »*.

Le 16, les combattants chrétiens sont acheminés depuis l'aéroport vers les camps à travers les lignes de l'armée israélienne qui les cerne. Un poste de commandement avancé a même été aménagé dans un immeuble en construction, en lisière sud du camp de Chatila. De là, on ne peut pas voir tout ce qui se passe dans le dédale chaotique des ruelles, mais on ne peut pas ignorer qu'un carnage s'y déroule.

> Quarante ans plus tard, le bilan du massacre est toujours incertain.

Or, à partir du 16 au soir, c'est une orgie de violence barbare qui s'abat sur les deux camps de Sabra et Chatila. Les miliciens violent, tuent, démembrent. Femmes, enfants, vieillards, personne n'est épargné. Même les animaux sont égorgés ou éventrés. Et les militaires israéliens peuvent d'autant moins l'ignorer que ce sont eux qui, la nuit venue, permettent aux tueurs de poursuivre leur horrible besogne en tirant avec leurs mortiers des obus éclairants au-dessus des camps.

On le sait, la tuerie s'étendra sur trois jours et durera près de 40 heures. Et le 17 septembre — terrible aveu des archives — lorsque Morris Draper demande aux généraux israéliens d'ordonner à leurs alliés libanais de se retirer, Yehoshua Saguy lui répond : « *Et qui va les empêcher de rester ?* »

Quarante ans plus tard, le bilan du massacre est toujours incertain. Entre 800 et 3 500 morts. Car de nombreux habitants des camps, enlevés par les phalangistes, n'ont jamais été retrouvés. Et des monceaux de cadavres ont été chargés dans des camions et emportés vers des destinations inconnues.

La découverte du massacre soulève une indignation mondiale. En Israël, le mouvement « La Paix maintenant » appelle à une manifestation massive de protestation. Elle rassemble près de 400 000 personnes sur la place des Rois – désormais place Itzhak Rabin. C'est la plus importante manifestation de tout le Moyen-Orient. Et la plus importante, jusqu'à aujourd'hui, de l'histoire d'Israël.

Pour répondre à l'indignation de l'opinion, le gouvernement annonce trois jours plus tard la création de la commission Kahane. Celle-ci estime dans ses conclusions qu'aucun Israélien ne peut être tenu pour directement responsable des massacres mais recommande que Sharon soit relevé de ses fonctions et adresse des reproches, sans propositions de sanctions, au premier ministre Menahem Begin, au ministre des affaires étrangères Itzhak Shamir, au directeur du Mossad, et à une poignée de généraux.

A-t-elle pour autant réussi, comme le souhaitaient ses membres dans leurs conclusions, à « *mettre en lumière tous les faits importants en rapport avec la perpétration des atrocités* » ? Au vu du contenu des annexes aujourd'hui révélées par Seth Anziska, on peut en douter. Et constater qu'elle avait surtout pour but, comme l'admettaient aussi ses membres, de « *préserver l'intégrité morale d'Israël* ». Et accessoirement son impunité.

Quatre décennies plus tard, la mort, en mai dernier, de la journaliste palestino-américaine Shirin Abou Akleh, tuée à Jénine par un tir de *sniper* en plein visage, montre que, sur ce point, les dirigeants israéliens d'aujourd'hui ne sont pas différents de leurs prédécesseurs. Après avoir d'abord accusé les Palestiniens de l'assassinat, l'armée a fini par admettre qu'il était « *hautement probable* » qu'un soldat ait tué la journaliste par « erreur ». Tout en affirmant qu'il était exclu d'ouvrir une enquête. Comme si la préservation de « *l'intégrité morale d'Israël* » demeurait une question de communication et non de vérité et de justice.

René Backmann

Si vous avez des informations à nous communiquer, vous pouvez nous contacter à l'adresse enquete@mediapart.fr. Si vous souhaitez adresser des documents en passant par une plateforme hautement sécurisée, vous pouvez passer par SecureDrop de Mediapart, la marche à suivre est explicitée dans cette page.

Directeur de la publication : Edwy Plenel
Direction éditoriale : Stéphane Alliès et Carine Fouteau
Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).
Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.
Capital social : 24 864,88€.
RCS Paris 500 631 932.
Numéro de CPPAP : 1224Y90071
N° ISSN : 2100-0735

Conseil d'administration : Fabrice Arfi, Jean-René Boisdron, Carine Fouteau, Edwy Plenel, Sébastien Sassolas, James Sicard, Marie-Hélène Smiéjan.
Actionnaires directs et indirects : Société pour l'Indépendance de Mediapart, Fonds pour une Presse Libre, Association pour le droit de savoir
Rédaction et administration : 127 avenue Ledru-Rollin, 75011 Paris
Courriel : contact@mediapart.fr
Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08
Propriétaire, éditeur, imprimeur : Société Editrice de Mediapart

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonnés de Mediapart peut être contacté par courriel à l’adresse : serviceabonnement@mediapart.fr ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 11 place Charles de Gaulle 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 127 avenue Ledru-Rollin, 75011 Paris.